



INSTRUCTION

N° 10-022-K1-V33 du 15 septembre 2010

NOR : BCR Z 10 00066 J

DÉLÉGATIONS DE SIGNATURE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA CAISSE DES DÉPÔTS
DU 13 SEPTEMBRE 2010

ANALYSE

Délégations de signature du Directeur général de la Caisse des dépôts aux comptables
du Trésor en application des articles L. 518-14 et R. 518-24 du Code monétaire et financier

Date d'application : 13/09/2010

MOTS-CLÉS

DÉLÉGATION DE SIGNATURE ; CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS ; DIRECTEUR

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPG	DOM	TGAP	TGE	RF	T	COM	DSF	DRFIP	DDFIP		

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
Sous-direction de la gestion comptable et financière des collectivités locales

Bureau CL-1C



SOMMAIRE

ANNEXE : Mandat collectif du directeur général de la CDC du 13 septembre 2010.....	4
--	---

Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations fait appel aux comptables du Trésor, en leur qualité de préposés, pour effectuer dans les départements les opérations de recettes et de dépenses relatives à la clientèle de l'Établissement, conformément aux dispositions de l'article L. 518-14 et l'article R. 518-24 du Code monétaire et financier.

Une convention de partenariat a été conclue le 15 juin 2006 entre la Direction générale de la Comptabilité publique et la Caisse des dépôts. Cette convention prévoit que le *«directeur général de la Caisse des dépôts donne aux Trésoriers-payeurs généraux, par mandat, les délégations nécessaires à l'exercice des missions qui leur sont confiées dans le cadre de cette convention »*.

Pour les directions régionales et les directions départementales des Finances publiques (DRFiP et DDFiP), les missions de préposés de la Caisse des dépôts sont prévues à l'article 2 du décret n° 2009-707 du 16 juin 2009. L'article 8 de ce même décret prévoit que les missions précédemment attribuées aux trésoriers-payeurs généraux sont exercées par les administrateurs des Finances publiques, placés à la tête des directions locales des Finances publiques (DRFiP ou DDFiP).

Dans le cas des départements où le TPG quitte ses fonctions (préfiguration des directions locales uniques, départ à la retraite, ...), il est demandé à la Trésorerie générale de bien vouloir porter à la connaissance du bureau CL1C le nom du gérant intérimaire qui sera nommé pour assurer l'intérim afin qu'il obtienne rapidement une délégation de signature de la Caisse des dépôts.

La présente instruction a pour objet de porter à la connaissance des comptables le mandat collectif du directeur général de la Caisse des Dépôts du 13 septembre 2010, s'appuyant sur les dispositions précitées :

LE CHEF DU BUREAU CL-1C
TRÉSORERIE, MOYENS DE PAIEMENT ET ACTIVITÉS BANCAIRES

JÉRÔME BURCKEL

ANNEXE : Mandat collectif du directeur général de la CDC du 13 septembre 2010

**Direction des Services bancaires****M a n d a t****EXPOSE**

Le Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations fait appel aux comptables du Trésor (services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques), en leur qualité de préposés, pour effectuer, dans les départements, les opérations de recettes et de dépenses relatives à la clientèle de l'Établissement, conformément aux dispositions de l'article L. 518-14 du Code monétaire et financier.

À cet effet, dans le cadre de ce partenariat, le 15 juin 2006, une convention a été conclue, entre la Direction Générale de la Comptabilité Publique du Ministère de l'Économie, des finances et de l'Industrie et la Caisse des Dépôts et consignations. Cette convention prévoit que *« le directeur général de la Caisse des Dépôts donne aux Trésoriers-payeurs généraux, par mandat, les délégations nécessaires à l'exercice des missions qui leur sont confiées dans le cadre de cette convention »*.

Depuis le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008, c'est la direction générale des finances publiques au sein du Ministère du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État (fusion de la direction générale des impôts et de la direction générale de la comptabilité publique) qui assure ce partenariat avec la Caisse des Dépôts.

Le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 (article 1^{er}) et le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 définissent les services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques : les services déconcentrés de la direction générale de la comptabilité publique constituant le réseau du Trésor public sont désormais intégrés dans les directions départementales des finances publiques et les directions régionales des finances publiques. Les directeurs départementaux des finances publiques et les directeurs régionaux des finances publiques remplaceront désormais les trésoriers-payeurs généraux et le receveur général des finances.

Conformément à ces nouvelles dispositions, le Directeur général de la Caisse des dépôts donne, également, aux directeurs départementaux des finances publiques et aux directeurs régionaux des finances publiques ainsi qu'aux gérants intérimaires, par mandat, les délégations nécessaires à l'exercice des missions prévues dans le cadre de la convention.

ANNEXE (suite)

ARTICLE 1^{er} :

Par le présent acte, Monsieur Augustin de Romanet, Directeur général de la Caisse des dépôts, nommé par décret en date du 8 mars 2007, paru au Journal officiel de la République française du 9 mars 2007, donne mandat, avec faculté de substituer, à :

MARTINE VIALLET, Directrice départementale des finances publiques de l'AIN,
DOMINIQUE DEMANGEL, Directrice départementale des finances publiques de l'AISNE,
CHRISTIAN SIBERT, Trésorier-payeur général du département de l'ALLIER,
GILLES GAUTHIER, Directeur départemental des finances publiques des ALPES DE HAUTE-PROVENCE,
BERNARD PEICLIER, Directeur départemental des finances publiques des ALPES MARITIMES,
MARCEL MASMEJEAN, Directeur départemental des finances publiques de l'ARDECHE,
MICHEL WALLRICH, Directeur départemental des finances publiques des ARDENNES,
PASCAL COEVOET, Directeur départemental des finances publiques de l'ARIEGE,
DANIEL GUYOT, Directeur départemental des finances publiques de l'AUBE,
GÉRARD TABURET, Directeur départemental des finances publiques de l'AUDE,
DENIS CHAPUT, Directeur départemental des finances publiques de l'AVEYRON,
PHILIPPE RIQUER, Directeur régional des finances publiques d'Alsace et du département du BAS- RHIN,
ALAIN DEMASY, en charge de la gestion intérimaire du département des BOUCHES DU RHONE,
FRANCOIS BERGÈS, Directeur régional des finances publiques de Basse-Normandie et du département du CALVADOS,
JEAN-LUC DUMAY, Trésorier-payeur général du département du CANTAL,
DANIELE MOUGINOT de BLASI, Directrice départementale des finances publiques de CHARENTE,
DOMINIQUE SUDRET, Directeur départemental des finances publiques de la CHARENTE-MARITIME,
GENEVIÈVE TRÉJAUT, Directrice départementale des finances publiques du CHER,
MATHIEU PAILLET, en charge de la gestion intérimaire du département de la CORREZE,
JEAN-JACQUES DEPLETTE, Directeur régional des finances publiques de la Corse et du département de CORSE-DU-SUD,
GISÈLE RECOR, Directrice régionale des finances publiques de Bourgogne et du département de la CÔTE D'OR,
ROBERT REBEIX, Directeur départemental des finances publiques des CÔTES-D'ARMOR,
GERARD PERRIN, Directeur départemental des finances publiques de la CREUSE,
DANIEL DUBRET, Directeur départemental des finances publiques des DEUX-SEVRES,
LUC VALADE, Trésorier-payeur général du département de la DORDOGNE,
ALAIN CHANTEREAU, Directeur régional des finances publiques de Franche-Comté et du département du DOUBS,

ANNEXE (suite)

JACQUES CHARLET, Directeur départemental des finances publiques de la DROME,
ANNICK DUMONT, Directrice départementale des finances publiques de l'ESSONNE,
JEAN-LOUIS BUHL, en charge de la gestion intérimaire de la TRESORERIE GENERALE pour l'ETRANGER,
OLLIVIER GLOUX, Directeur départemental des finances publiques de l'EURE,
ISABELLE MARTEL, Directrice départementale des finances publiques de l'EURE et LOIR,
GILLES MONNERIE, Directeur départemental des finances publiques du FINISTERE,
ALAIN WEIL, Directeur départemental des finances publiques du GARD,
RICHARD SUTRA, Directeur départemental des finances publiques du GERS,
JEAN-DENIS de VOYER D'ARGENSON, Directeur régional des finances publiques de l'Aquitaine et du département de la GIRONDE,
GILBERT GARAGNON, Directeur départemental des finances publiques du HAUT-RHIN,
CHRISTIAN GUICHETEAU, Directeur départemental des finances publiques de la HAUTE-CORSE,
HERVÉ LE FLOC'H-LOUBOUTIN, Directeur régional des finances publiques de Midi-Pyrénées et du département de la HAUTE-GARONNE,
CHRISTIAN PEYRE, Trésorier-payeur général du département de la HAUTE-LOIRE,
PHILIPPE BLANCHARD, Directeur départemental des finances publiques de la HAUTE-MARNE,
FRANCOIS LEONARD, Directeur départemental des finances publiques de la HAUTE-SAONE,
LAURENT DE JEKHOWSKY, Trésorier-payeur général du département de la HAUTE-SAVOIE,
MICHEL RECOR, Directeur régional des finances publiques du Limousin et du département de la HAUTE-VIENNE,
YVES FAUQUEUR, Directeur départemental des finances publiques des HAUTES-ALPES,
LOUIS DUCAMP, Directeur départemental des finances publiques des HAUTES-PYRENEES,
JEAN-LOUIS BOURGEON, Directeur départemental des finances publiques des HAUTS-DE-SEINE,
NADINE CHAUVIÈRE, Directrice régionale des finances publiques de Languedoc-Roussillon et du département de l'HERAULT,
JEAN-LOUIS ROBERT, Trésorier-payeur général du département de l'ILLE ET VILAINE,
JACQUES BAZARD, Directeur départemental des finances publiques de l'INDRE,
PHILIPPE CLERC, en charge de la gestion intérimaire du département d'INDRE et LOIRE,
ALAIN BONEL, Trésorier-payeur général du département de l'ISERE,
BERNARD CRESSOT, Directeur départemental des finances publiques du JURA,
MARIE-FRANCOISE HAYE-GUILLAUD, Directrice départementale des finances publiques des LANDES,
FRANCOISE COULONGEAT, Directrice départementale des finances publiques du LOIR-ET-CHER,
MARC CANO, Directeur départemental des finances publiques de la LOIRE,
BERNARD PINEAU, Directeur régional des finances publiques des Pays de la Loire et du département de la LOIRE-ATLANTIQUE,

ANNEXE (suite)

CLAUDE BOURMAUD Directeur régional des finances publiques du Centre et du département du LOIRET,
CHRISTIANE MARECHAL, Directrice départementale des finances publiques du LOT,
CLAUDE PELLERIN, Directeur départemental des finances publiques du LOT ET GARONNE,
HENRI RODIER, Trésorier-payeur général du département de la LOZERE,
PIERRE MATHIEU, Directeur départemental des finances publiques du MAINE ET LOIRE,
ALAIN MIGNON, Directeur départemental des finances publiques de la MANCHE,
DENIS DAHAN, Directeur régional des finances publiques de Champagne-Ardenne et du département de la MARNE,
CHARLES-HENRI ROULLEAUX DUGAGE, Directeur départemental des finances publiques de la MAYENNE,
FRANCOISE NOITON, Directrice départementale des finances publiques de la MEURTHE-ET-MOSELLE,
PATRICK NAERT, Directeur départemental des finances publiques de la MEUSE,
GERARD BOURIANE, Directeur départemental des finances publiques du MORBIHAN,
JACQUES PERREAULT, Directeur régional des finances publiques de Lorraine et du département de la MOSELLE,
PASCAL BRESSON, Directeur départemental des finances publiques de la NIEVRE,
CHRISTIAN RATEL, Directeur régional des finances publiques du Nord-Pas-de-Calais et du département du NORD,
JEAN PARAF, Directeur départemental des finances publiques de l'OISE,
ALAIN THÉBAULT, Directeur départemental des finances publiques de l'ORNE,
JEAN-PIERRE CONRIÉ, Directeur régional des finances publiques d'Ile-de-France et du département de PARIS,
MICHEL MAFFI, Trésorier-payeur général de l'ASSISTANCE PUBLIQUE DES HOPITAUX DE PARIS,
JACQUES CARRÉ, Directeur départemental des finances publiques du PAS-DE-CALAIS,
JEAN THIERRÉE, Directeur régional des finances publiques d'Auvergne et du département du PUY-DE-DÔME,
CLAUDINE FRITSCH, Directrice départementale des finances publiques des PYRENEES-ATLANTIQUES,
JEAN-PAUL MÉTOIS, Directeur départemental des finances publiques des PYRENEES-ORIENTALES,
BERNARD MONCÉRE, Directeur régional des finances publiques de Rhône-Alpes et du département du RHÔNE,
PIERRE ROYER, Directeur départemental des finances publiques de la SAONE-ET-LOIRE,
JEAN-MARC TEULIÈRES, Directeur départemental des finances publiques de la SARTHE,
PATRICK CASABIANCA, Directeur départemental des finances publiques de la SAVOIE,
MICHEL LE CLAINCHE, Directeur régional des finances publiques de Haute-Normandie et du département de la SEINE-MARITIME,

ANNEXE (suite)

PIERRE-LOUIS MARIEL, Trésorier-payeur général du département de la SEINE-ET-MARNE,
JEAN-FRANCOIS STOLL, Directeur départemental des finances publiques de la SEINE-SAINT-DENIS,
ALBERT AGUILERA, Directeur régional des finances publiques de Picardie et du département de la SOMME,
GERARD GANTOU, Directeur départemental des finances publiques du TARN,
GHISLAINE VEYSSIER, Directrice départementale des finances publiques du TARN-ET-GARONNE,
MARIE-JOSÉ GUICHANDUT, Directrice départementale des finances publiques du TERRITOIRE DE BELFORT,
GEORGES CONSOLO, Directeur départemental des finances publiques du VAR,
GUY ROBERT, Directeur départemental des finances publiques du VAUCLUSE,
GILLES VIAULT, Directeur départemental des finances publiques de la VENDEE,
ROBERT MONNIAUX, Directeur régional des finances publiques de Poitou-Charentes et du département de la VIENNE,
MARYSE DEVAUX, Directrice départementale des finances publiques des VOSGES,
MICHEL LAFON, Trésorier-payeur général du département de l'YONNE,
MICHEL COLIN, Trésorier-payeur général du département des YVELINES,
PIERRE PRIEURET, Directeur départemental des finances publiques du VAL-DE-MARNE,
MICHEL MALLIEU-LASSUS, Directeur départemental des finances publiques du VAL-D'OISE,
DANIEL CASABIANCA, Directeur régional des finances publiques de la GUADELOUPE,
DIDIER RAVON, Directeur régional des finances publiques de la GUYANE,
GERARD HILAIRE, Directeur régional des finances publiques de la MARTINIQUE,
DOMINIQUE ALFONSI, Trésorier-payeur général de MAYOTTE,
JACQUES-ANDRÉ LESNARD, Trésorier-payeur général de la NOUVELLE CALEDONIE,
YANN POUJOL de MOLLIENS, Trésorier-payeur général de la POLYNESIE FRANCAISE,
JEAN-LUC CHEVALLIER, Directeur régional des finances publiques de LA REUNION,
JEAN-FRANCOIS NICOL, Trésorier-payeur général de Saint-Pierre et Miquelon,

Agissant en leur qualité de préposés au nom et pour le compte de la Caisse des Dépôts dans les conditions suivantes :

ANNEXE (suite)

ARTICLE 2 :

Les Trésoriers payeurs généraux, les Directeurs régionaux des finances publiques et les Directeurs départementaux des Finances publiques ainsi que les gérants intérimaires, mentionnés à l'article 1^{er} du présent acte, ont pouvoir, en leur qualité de préposés de la Caisse des Dépôts, à l'effet de :

- 1- accomplir, au nom et pour le compte de la Caisse des Dépôts, toutes les opérations bancaires et financières pour le compte des clients de la Caisse des Dépôts entrant dans le cadre des activités de la Direction des Services Bancaires de la Caisse des Dépôts, notamment celles relevant de la tenue de compte, des engagements financiers et des consignations,
- 2- *accorder au nom et pour le compte de la Caisse des dépôts les engagements financiers, dont la liste limitative figure en annexe, à l'exception des avenants aux contrats initiaux correspondants.*

Pour les crédits qui sont accordés, les Trésoriers-payeurs généraux, les Directeurs régionaux des finances publiques et les Directeurs départementaux des finances publiques ainsi que les gérants intérimaires sont habilités pour un montant inférieur à 120 000 Euros conformément à la liste des engagements financiers figurant en annexe. La Directrice de la Direction des Services bancaires procède à la mise à jour des montants concernés et de la liste des engagements financiers.

- 3- signer tous actes, conventions, contrats sous seing privé ou sous la forme authentique, actes d'affectation hypothécaire, correspondances et autres pièces relevant de leurs attributions et plus généralement faire tout le nécessaire, notamment prendre toutes sûretés et garanties subséquentement aux décisions prises dans le cadre du présent mandat.

La signature des actes, conventions, contrats sous seing privé ou sous la forme authentique s'entend de la signature des documents contractuels faisant suite aux décisions du Trésorier-payeur général concerné, du Directeur régional des finances publiques, du directeur départemental des finances publiques ainsi que du gérant intérimaire, ainsi que ceux qui relèvent directement d'une décision de l'organe compétent de la Caisse des Dépôts, pour les types d'engagement financier mentionnés en annexe des présentes.

- 4- établir les « chèques de banque » au nom et pour le compte de la Caisse des Dépôts.
- 5- endosser des chèques établis au bénéfice de la Caisse des Dépôts.

ANNEXE (suite)

ARTICLE 3 :

La faculté de substituer ne pourra s'exercer qu'en cas d'absence ou d'empêchement des bénéficiaires du présent mandat, au profit des agents des finances publiques désignés par le Trésorier-payeur général, le Directeur régional des finances publiques, le Directeur départemental des finances publiques et du gérant intérimaire, pour lesquels une délégation devra être établie après en avoir informé la Directrice des Services bancaires.

Le Trésorier-payeur général, le Directeur régional des finances publiques, le Directeur départemental des finances publiques ainsi que le gérant intérimaire bénéficiaires du présent mandat ont également la faculté, en cas d'absence ou d'empêchement, de donner délégation ponctuelle à un autre Trésorier-payeur général, Directeur régional des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques ou gérant intérimaire, dont le nom est mentionné dans la liste de l'article 1^{er} ci-dessus. Cette délégation, dont le caractère est ponctuel, s'exercera dans le cadre d'une opération ou transaction spécifique.

Le Trésorier-payeur Général, le Directeur régional des Finances publiques, le directeur départemental des finances publiques ainsi que le gérant intérimaire délégataire auront la faculté de se faire représenter par un délégataire dont le nom figure sur une liste de signataires habilités qui aura été préalablement communiquée à la Directrice des Services Bancaires.

Les délégations données par le présent mandat s'exercent dans le cadre des procédures bancaires de la Caisse des Dépôts et dans le respect des règles relatives à la responsabilité des Trésoriers-payeurs généraux, des Directeurs régionaux des finances publiques, des directeurs départementaux des finances publiques et des gérants intérimaires.

ARTICLE 4 :

La délégation prend effet à la date d'installation effective de chaque délégataire concerné, fixée par les procès verbaux d'installation ou, pour les Directeurs régionaux ou départementaux des finances publiques, par décision du Directeur général des finances publiques du Ministère du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État.

Fait à PARIS, le 13 septembre 2010

Augustin de Romanet
Directeur général de la Caisse des Dépôts

ANNEXE (suite)



Direction des Services bancaires

A N N E X E

**Liste des engagements financiers entrant dans le cadre
du mandat accordé aux Trésoriers Payeurs-Généraux**

Le Trésorier-payeur général ou Directeur départemental ou régional des finances publiques peut accorder au nom de la Caisse des Dépôts les prêts suivants, d'un montant inférieur à 120 000 Euros :

1) Pour les notaires

- prêts pour l'acquisition d'office individuel ou de parts de SCP ou d'actions de SEL (prêt principal d'installation cautionné par l'ANC, prêt complémentaire d'installation),
- prêt pour la création d'office ou la suppression d'office (cautionné par l'ANC),
- prêt pour l'acquisition, la construction ou l'aménagement de locaux professionnels ou mixtes,
- prêt pour l'acquisition de parts de SCI professionnelle,
- prêt pour l'équipement professionnel ou mixte (matériel, agencement de locaux, Etebac, véhicule),
- prêt relais immobilier professionnel ou mixte,
- prêt relais revente de parts de SCI professionnelle,
- prêt relais revente de parts de SCP professionnelle,
- prêt de trésorerie professionnelle,
- prêt étudiant.

ANNEXE (suite)

2) Pour les administrateurs et mandataires judiciaires

- prêts pour l'acquisition d'office individuel ou de parts de SCP ou d'actions de SEL,
- prêt pour l'acquisition, la construction ou l'aménagement de locaux professionnels ou mixtes,
- prêt pour l'acquisition de parts de SCI professionnelle,
- prêt pour l'équipement professionnel ou mixte (matériel, agencement de locaux, Etebac, véhicule),
- prêt relais immobilier professionnel ou mixte,
- prêt relais revente de parts de SCI professionnelle,
- prêt relais revente de parts de SCP professionnelle,
- prêt de trésorerie professionnelle.

3) Pour les huissiers de justice

- prêts pour l'acquisition d'office individuel ou de parts de SCP ou d'actions de SEL,
- prêt pour l'acquisition, la construction ou l'aménagement de locaux professionnels ou mixtes,
- prêt pour l'acquisition de parts de SCI professionnelle,
- prêt pour l'équipement professionnel ou mixte (matériel, agencement de locaux, Etebac, véhicule, adhésion centre serveur),
- prêt relais immobilier professionnel ou mixte,
- prêt relais revente de parts de SCI professionnelle,
- prêt relais revente de parts de SCP professionnelle,
- prêt de trésorerie professionnelle.

ANNEXE (suite et fin)

4) Pour les autres professions juridiques

- prêts pour l'acquisition d'office individuel ou de parts de SCP ou d'actions de SEL,
- prêt pour l'acquisition, la construction ou l'aménagement de locaux professionnels ou mixtes,
- prêt pour l'acquisition de parts de SCI professionnelle,
- prêt pour l'équipement professionnel ou mixte (matériel, agencement de locaux, véhicule, Etebac),
- prêt relais immobilier professionnel ou mixte,
- prêt relais revente de parts de SCI professionnelle,
- prêt relais revente de parts de SCP professionnelle,
- prêt de trésorerie professionnelle.

Le Trésorier-payeur général ou Directeur départemental ou régional des finances publiques peut accorder au nom de la Caisse des Dépôts des autorisations de découvert à l'ensemble des clientèles, à l'exception des SEM, dans les conditions suivantes selon le niveau de risque :

- Risque faible dans la limite de 25 KE,
- Risque moyen dans la limite de 15 KE,
- Risque élevé dans la limite de 5 KE.

La notion de risque est définie dans le guide des engagements de la Direction des Services bancaires.